

«MARCHE DES SOLIDARITÉS»

Acte IV des manifestations de sans-papiers, plus d'un millier défilent à Paris

Par LIBERATION, Avec AFP(<https://www.liberation.fr/auteur/13090-liberation>) — 18 décembre 2020 à 21:47



Des manifestants lors de la 4ème marche nationale des solidarités, à Paris, le 18 décembre
Photo Raphael Kessler.Hans Lucas

Cette quatrième journée de mobilisation a débuté dans l'après-midi dans une cinquantaine de villes, pour réclamer des régularisations de le contexte de la crise du coronavirus.

Les sans-papiers ont profité ce vendredi de la journée internationale des migrants pour manifester dans toute la France, notamment à Paris où plus d'un millier de personnes ont défilé afin de réclamer à nouveau la régularisation des clandestins, fragilisés par la crise sanitaire. Après celles de mai(https://www.liberation.fr/france/2020/05/30/a-paris-une-marche-des-solidarites-avec-les-sans-papiers_1789927), juin et octobre qui avaient réuni des milliers de personnes, cette quatrième journée de mobilisation a débuté dans l'après-midi dans une cinquantaine de villes dont Bordeaux, Marseille ou Strasbourg.

A Paris, plus d'un millier de sans-papiers, essentiellement originaires d'Afrique, ont entamé leur manifestation dans le calme vers 18h30 dans le centre de Paris, encadrés par un très important dispositif policier. «*Sans-papiers en danger*», «*L'effort national, c'est nous*», proclamaient notamment leurs banderoles, éclairées par des flambeaux allumés en mémoire des migrants morts en exil.

«*Pendant le Covid, c'est nous qui faisons tout le travail, qui avons nettoyé les hôpitaux, pendant que ceux qui ont le chômage partiel sont bien au chaud à la maison. Le gouvernement nous a oubliés*», a déploré auprès de l'AFP Siby Ahamada, membre du collectif des sans-papiers de Montreuil. Non loin de là, Kanouté, un Malien de 25 ans, explique qu'il cumule deux emplois, l'un à la plonge dans un restaurant du VIII^e arrondissement, au noir, l'autre comme livreur UberEats, à vélo, qu'il effectue avec l'identité de quelqu'un d'autre. «*On me donne un compte et je roule toute la nuit et à la fin le mec me donne quelques euros. Pendant le confinement, on ne s'est pas arrêtés*», explique-t-il,

ajoutant : «*Sans papiers, on ne peut pas vraiment démarrer notre vie*» en France.

Le défilé parisien a vu une partie de son parcours - l'arrivée du cortège devant la mairie de Paris notamment - interdit par la préfecture de police (PP), au motif de craintes de troubles à l'heure du couvre-feu anti-Covid instauré à partir de 20 heures, dans ces quartiers très commerçants bondés à la veille des fêtes de Noël.

«Déni de droit»

Les organisateurs ont, eux, laissé entendre qu'un nouveau campement pourrait malgré tout être constitué à la fin de la manifestation, trois semaines après le démantèlement musclé par les forces de l'ordre de tentes de migrants installées place de la République(https://www.liberation.fr/france/2020/11/23/a-paris-plusieurs-centaines-de-migrants-installent-des-tentes-place-de-la-republique_1806517), qui avait suscité une vive émotion. «*Les migrants sont toujours à la rue. Les indignations, c'est bien, nous ce qu'on veut ce sont des actes*», a dénoncé Denis Godard, un des organisateurs de cette «Marche des solidarités» à l'appel de plus de 200 collectifs.

Les sans-papiers, estimés entre 300 000 à 600 000 en France, espèrent de cet «Acte IV» une oreille plus attentive que lors des manifestations d'octobre, organisées au lendemain de l'assassinat de Samuel Paty. «*Le sentiment d'injustice est tel pour ces gens, qui sont dans les métiers essentiels, que ce déni de droit est insupportable*», a souligné Fernanda Marrucchelli, de la Fédération des associations de solidarité avec tous les immigrés (Fasti).

Le gouvernement a donné mi-septembre instruction aux préfets de faciliter la naturalisation française des ressortissants étrangers mobilisés en première ligne durant l'épidémie. Début novembre, l'entourage de la ministre déléguée à la Citoyenneté Marlène Schiappa a

fait savoir qu'une première série de 334 naturalisations était en cours. Une goutte d'eau, ont aussitôt jugé les associations qui estiment que les naturalisations, réservées par définition aux étrangers en situation régulière, ne sont qu'une infime partie de l'équation.

LIBERATION Avec AFP(<https://www.liberation.fr/auteur/13090-liberation>)